

# COMMUNIQUE



## Campagne des élections législatives

La sanction est tombée.

Avec près de 48 %, l'abstention arrive en tête.

Environ 40 % pour l'extrême droite ; la gauche, elle, se situe aux alentours de 30 %.

Pour le camp présidentiel et ses alliés républicains, c'est la déroute totale avec à peu près 20 %.

Face à l'abstention et à l'extrême droite, le Président de la République a décidé de pousser sa mégalomanie jusqu'au bout et de dissoudre l'Assemblée Nationale après cette véritable « gifle ».

Il renvoie les citoyen·nes aux urnes le 30 juin et le 7 juillet prochains, et, en quelque sorte, il renvoie sa propre responsabilité dans la promotion des idées d'extrême droite aux électeur·trices.

Par la même occasion, il répond favorablement à l'injonction des lepénistes.

De fait, nous sommes au pied du mur : l'extrême droite a gagné les élections européennes et Macron lui propose les clés de Matignon et de l'Assemblée Nationale avant la trêve estivale. Le risque est donc important d'avoir Macron et Bardella côte à côte pour la prochaine cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques à Paris. Le 1er août 1936, c'est Hitler qui ouvrit les Jeux de la XIe Olympiade avant de plonger le monde dans la guerre trois années plus tard.

L'émiettement des forces de gauche a aussi une lourde part de responsabilité dans la crise actuelle. Les guerres de chapelle doivent cesser et faire place à l'unité derrière les revendications des travailleur·euses.

Face à toutes ces formes d'irresponsabilités, notre Fédération ne peut pas rester sans réagir au regard des enjeux. **Elle plébiscite la création d'une intersyndicale qui interpelle les forces de gauche.**

Nous sommes aujourd'hui dans l'attente d'une large force politique progressiste qui organise la résistance et le combat face aux forces d'extrême droite. Chaque responsable politique est comptable de ce qu'il adviendra de la prochaine campagne des élections législatives et il faut s'accorder en moins de trois semaines.

Les désaccords des forces politiques de gauche doivent être dépassés et **la création d'un large front populaire n'est pas une option, elle doit devenir une priorité.**

Pour notre Fédération, le pays est complètement fracturé par les politiques néolibérales menées jusqu'ici ; il est urgent de s'entendre sur un programme commun de rupture totale avec la trajectoire actuelle, un programme construit sur les besoins des travailleuses et des travailleurs du pays.

Pour notre Fédération, la CGT a un rôle important à jouer dans ce mois de juin pour favoriser ce rassemblement de salubrité démocratique. Nous devons proposer immédiatement une série de mesures concrètes et structurantes pour augmenter les salaires et les pensions de retraite, revenir immédiatement à la retraite à 60 ans pour toutes et tous, et prendre en compte réellement la pénibilité de nos métiers par des départs anticipés.

Il faut aussi **restaurer un service public de santé, justice, transport, etc.** ; la politique doit être au service du peuple.

Il faut **la sécurité sociale intégrale** sans délai et intégrer des problématiques d'actualité comme la dépendance ou la « sur-assurance » en matière de protection sociale.

Il faut aussi **renforcer le pouvoir d'intervention des salarié-e-s** dans les entreprises et les conseils d'administration, comme dans nos institutions, en réhabilitant les CHSCT.

Et puis, il faut **retrouver une souveraineté industrielle et environnementale.**

**Ces thématiques doivent être l'axe fort d'un redressement économique du pays.**

Le capital et les actionnaires, les dividendes et les firmes multinationales doivent contribuer à la hauteur des profits pour soutenir l'effort nécessaire ; les secteurs industriels stratégiques doivent être nationalisés pour être préservés des politiques néolibérales mondialisées.

Pour conclure, il est minuit moins une et l'heure n'est plus aux bavardages.

**Les Françaises et les Français attendent un profond changement dans tous les domaines ; le camp des travailleur-euses doit prendre ses responsabilités et se mettre en mouvement pour sauver la démocratie.**

*Montreuil, le 10 juin 2024*